

Les gagnants du Hackathon 2023 reçoivent des prix en espèces



Page 3



Signature d'un programme d'échange culturel entre Maurice et l'Inde pour promouvoir les arts et la culture

Page 3

Pays-Bas : le gouvernement va démissionner après des désaccords sur la politique migratoire



Page 4

France

En réponse aux émeutes, Les Républicains s'alignent sur l'extrême droite



Page 4

Zelensky en Turquie à la veille du 500e jour de l'invasion russe



Page 5

Foot News



Chelsea : Azpilicueta proche du départ

Page 8



Carlo Ancelotti sera sélectionneur du Brésil à partir de juin 2024

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.01 New Amsterdam
07.05 Film: The Night Is Young
08.45 The Bionic Woman
09.35 Le Chemin Du Destin
09.55 Tele: A Que No Me Dejas
10.26 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge

13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 Imperio De Mentiras
14.15 The Bionic Woman
15.21 Film: The Thaw
17.30 The Gardener's Daughter
18.30 Serial: Wagley Ki Duniya
18.55 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.25 Le Livre Perdu Des Sortilèges
21.15 Serial: Newton's Law
22.07 Serial: Blue Bloods



07.19 Local: Inspirasion
08.17 Rodrig: Sa Lavi-La
10.32 Local: Le Challenge
11.00 Local: Les Klips
12.00 Local: Nu Rasinn
13.00 Rodrig: Komanter
13.10 Rodrigues: Nu Lakwizin
13.58 Local: Elle
14.56 Local: Inspirasion

15.18 Tita Tita Nu Avance
16.02 Local: Les Klips
17.11 Local: Radio Vision
18.04 Imperio De Mentiras
18.30 A Que No Me Dejas
19.00 Journal Kreol
19.30 Rodrig: Feminin Pluriel
20.30 Local: Deba Klima
21.30 Local: Metie
21.46 Local: Radio Vision
22.38 Local: Lir - Ekri Kreol
22.50 La Journee Sous Le Regard



07.00 Serial: Bapu
09.35 Serial: Chhotki Dulhin
10.21 Serial: Bhaag Na Bachhe Koi
12.02 Film: Radha Krishna
14.13 Mag: DDI Mag
14.59 Live: Samachar
15.21 Dulhin Uhe Jo Nanad Man...
15.40 Kundali Bhagya
17.31 Radha Krishna

18.00 Live: Samachar
18.29 Ved Ki Shikshayen
19.00 Local: Radha Krishna
19.30 Local: Excerpts From Shiv...
20.10 Local: Vaad Vivaad
20.30 Film: Abhimanyu
23.03Jijai Chhat Par Hain
23.00 Yeh Teri Galiyan
00.11 Ved Ki Shikshayen
00.41 Local: Ayush
01.07 Local: Excerpts From Shiv Abhishek
01.47 Local: Vaad Vivaad



06.00 Doc: Eye On SADC
08.00 Doc: Hotel
08.57 Doc: No U-Turn
10.22 Doc: Fat, Fatter, Fattest
11.06 Doc: World Capitals
11.21 Mag: Luana's Kitchen
11.50 Mag: Global US
12.20 Doc: World Famous...
12.53 Mag: Arts 21
14.05 Doc: Fat, Fatter,

Fattest
15.00 PAF Le Chien
15.10 Panda And Little...
15.22 D.Anime: La Petite Ecole...
15.46 Fast And Furious
16.11 D.Anime: Fangbone
16.33 Sam Le Pompier
16.37 Ubongo Kids
18.30 Mag: The 77 Percent
18.55 Doc: World Heritage
19.00 Student Support Prog
21.36 Film: The Dark Beginnings Of Sherlock Holmes



14.25 Serial: Zindagi Mere Ghar..
15.00 Serial: Bade Acche Lagte Hai 2
15.26 Film: Aashiqui. In Starring: Ishaan Manhaas & Ankita
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan

19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.08 Sasural Simar Ka 2
20.36 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.32 Mere Sai
22.04 Kismat Ki Lakiron Se
22.29 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
22.53 Patiala Babes
23.30 Film: Aashiqui. In Starring: Ishaan Manhaas & Ankita

États-Unis: 45% de l'eau des robinets contaminée par les «polluants éternels»

Au moins 45% de l'eau des robinets aux États-Unis est contaminée aux PFAS, surnommés les «polluants éternels», selon une vaste étude d'une agence gouvernementale américaine, qui pointe vers des contaminations encore plus élevées dans les zones urbaines.

Les perfluorés et polyfluoroalkylés (PFAS) sont une famille de composés chimiques de synthèse soupçonnés pour certains d'avoir un impact néfaste sur la santé, voire d'être responsables de cancer ou de malformations congénitales.

Ces polluants, qui doivent leur surnom «d'éternels» à leur cycle de vie très long, peuvent se retrouver dans des rejets industriels et des sites d'enfouissement et ainsi contaminer différentes sources d'eau.

«L'étude de l'Institut géologique



américain (USGS) est la première à comparer à l'échelle d'un pays entier la présence de PFAS dans l'eau distribuée à la fois par des fournisseurs privés et publics», a déclaré vendredi à l'AFP Kelly Smalling, autrice principale de l'étude.

Dans son étude, publiée cette semaine dans la revue Environment International, l'USGS estime à 75% la possibilité de trouver des PFAS dans l'eau dans les zones urbaines contre 25% dans les zones rurales.

«Les scientifiques de l'USGS ont testé des échantillons d'eau collectée

directement des robinets dans les cuisines à travers le pays», a indiqué Kelly Smalling, chercheuse à l'USGS.

«Les concentrations en PFAS des réserves publiques et des puits privés étaient similaires», a-t-elle ajouté précisant que les recherches s'étaient concentrées sur 32 types de PFAS, sur plus de 12 000, dont certains ne sont pas détectables par les technologies actuelles.

Le groupe américain 3M, déjà mis en cause notamment en Belgique et aux Pays-Bas, a annoncé le mois dernier qu'il verserait jusqu'à 12,5 milliards de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées aux États-Unis par plusieurs réseaux publics de distribution d'eau potable pour la contamination par les PFAS.

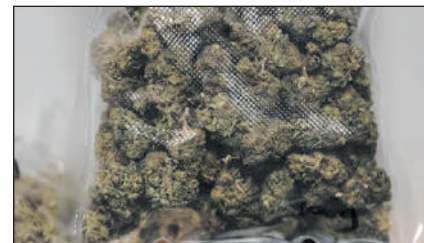
L'entreprise a dit prévoir d'arrêter d'ici fin 2025 la production de ces polluants.

Découverte spectaculaire de champs de cannabis «indoor» dans la campagne française

La police a mis la main cette semaine sur 4000 pieds de cannabis, soit environ 1100 kilos, dans un vaste entrepôt de culture en intérieur dans un village dans le sud-est de la France, opéré par des Français et des Albanais, a annoncé samedi le parquet.

Au terme de huit mois d'enquête, six personnes ont été interpellées et incarcérées en marge de cette saisie à Morette, commune de quelque 400 habitants située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Grenoble, dans les Alpes françaises.

Fin octobre 2022, la police judiciaire de Grenoble avait ouvert une enquête préliminaire après qu'un renseignement a désigné un entrepôt pouvant servir de lieu de culture «indoor» de cannabis, a indiqué le



parquet.

L'enquête a mis au jour «un trafic de grande ampleur» impliquant une équipe albanaise associée à des Grenoblois.

Lundi, une opération judiciaire a permis l'interpellation de quatre Albanais âgés de 18 à 35 ans, et le lendemain d'un complice grenoblois âgé de 52 ans et du propriétaire de l'entrepôt âgé de 55 ans.

L'immense entrepôt abritait deux ensembles. Dans une première structure de production de 375 m2 équipée

de systèmes électriques, d'aération, d'hydratation, de lampes UV et de séchage, ont été découverts plus de 1550 pieds, soit 508 kg d'herbe.

Dans une seconde structure de 300 m2, 2500 pieds totalisant 693 kilogrammes ont été saisis. Le matériel de culture et les plants - représentant à la revente un montant estimé entre 10 et 15 millions d'euros - ont été détruits sur place sur autorisation du parquet.

Deux «ouvriers agricoles» albanais ont été condamnés cette semaine à 7 et 10 mois de prison ferme avec incarcération immédiate, condamnation assortie d'une interdiction du territoire français pendant 5 ans.

Les quatre autres suspects ont été déférés vendredi en comparution immédiate et placés en détention provisoire jusqu'à leur jugement prévu le 9 août.

Émeutes : Paris «conteste» les propos «excessifs» d'un comité de l'ONU sur la police française

Le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale avait adopté en urgence une déclaration dénonçant «l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre» sur fond de violences urbaines.

La France «conteste des propos qu'elle juge excessifs» et «infondés» d'un comité d'experts de l'ONU qui avait lourdement critiqué vendredi la gestion par les forces de l'ordre des émeutes qui ont secoué la France. Le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (Cerd) avait adopté en urgence une déclaration dénonçant «l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre». Il demandait aussi à Paris «d'adopter une législation qui définisse et interdise le profilage racial».

Samedi, le ministère des Affaires étrangères a répondu avec force que «toute mesure de profilage ethnique par les forces de l'ordre (était) interdite en France», assurant que «la lutte contre les dérives de contrôles dits au faciès s'était intensifiée». «Tout comportement discriminatoire signalé fait l'objet d'un suivi, et lorsqu'il est avéré, d'une sanction administrative ou judiciaire», ajoute le texte, qui fait valoir que le policier auteur du tir mortel qui a déclenché les émeutes «a immédiatement été déféré devant la justice et se trouve inculpé pour homicide volontaire».

Selon le Quai d'Orsay, «les forces de l'ordre sont soumises en France à un niveau de contrôle interne,

externe et judiciaire tel que peu de pays en connaissent». La France invite le Cerd «à faire preuve de davantage de discernement et de mesure dans ses propos, dont elle regrette le caractère partiel et approximatif». Elle exprime son «incompréhension face à l'absence de solidarité et de compassion à l'égard des élus ou représentants d'institutions françaises ayant fait l'objet d'attaques (...) ainsi qu'à l'égard des 800 policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers blessés». La mort du jeune Nahel, tué par un policier lors d'un contrôle routier, a engendré des nuits d'émeutes à travers le pays. Les violences urbaines qui ont suivi, sans précédent depuis 2005, ont jeté une lumière crue sur les maux de la société française, des difficultés des quartiers populaires aux relations houleuses entre jeunes et forces de l'ordre.

Le Cerd s'était dit profondément préoccupé par «la pratique persistante du profilage racial combinée à l'usage excessif de la force dans l'application de la loi, en particulier par la police, contre les membres de groupes minoritaires, notamment les personnes d'origine africaine et arabe». Dans son communiqué, la France rappelle «qu'elle est un État de droit, respectueux de ses obligations internationales et notamment de la Convention internationale pour l'élimination de la discrimination raciale». «La lutte contre le racisme et toutes les formes de discriminations est une priorité politique», assure encore le ministère.

Signature d'un programme d'échange culturel entre Maurice et l'Inde pour promouvoir les arts et la culture

Un programme d'échange culturel (CEP) visant à promouvoir le partage du patrimoine culturel et à renforcer les liens d'amitié entre Maurice et l'Inde, a été signé, en présence du ministre des Arts et du Patrimoine culturel, M. Avinash Teeluck, au Beekrumsing Ramlallah Interpretation Centre, Apravasi Ghat, à Port-Louis.

Le Haut Commissaire de l'Inde à Maurice, Mme K. Nandini Singla, était également présente à cette initiative de l'Aapravasi Ghat Trust Fund (AGTF) en collaboration avec le ministère des Arts et du Patrimoine Culturel.

Dans son allocution, le ministre Teeluck a souligné que l'Inde est l'un des rares pays à avoir aidé Maurice dans de grands projets d'infrastructure et de développement socio-économique, à savoir le nouvel hôpital ORL ; l'édifice de la Cour suprême ; et la Bibliothèque nationale et les Archives nationales. Le soutien du gouvernement indien à Maurice a été vital pour faire face à la pandémie de COVID-19 et protéger la population, a-t-il déclaré.

Selon lui, la relation entre Maurice et l'Inde est particulière car elle est basée sur la confiance mutuelle, des valeurs et des traditions communes et un riche héritage. "Nos ancêtres indiens ont également



apporté avec eux une culture de discipline, de travail acharné et de persévérance qui a façonné le paysage mauricien", a déclaré le ministre.

Il a exprimé sa gratitude à l'Inde pour avoir facilité l'échange et le partage des connaissances et du savoir-faire technique dans le domaine artistique et la numérisation. Divers aspects, a-t-il ajouté, sont également couverts par cet accord, notamment les voyages culturels, les expositions

artistiques, l'échange d'objets, la formation du personnel du Conseil des musées de Maurice en muséographie, la conservation des biens culturels et la numérisation des objets ainsi qu'une subvention de 50% sur les instruments de musique.

Le ministre Teeluck a souligné que Maurice est fière de faire partie du sommet du G20. Il est convaincu que l'événement renforcera davantage les liens culturels et bilatéraux existants entre les deux pays.

Quant à Mme Singla, elle a évoqué le lien inextricable entre les deux pays tout en ajoutant que l'accord est au cœur même de la relation particulière entre l'Inde et l'île Maurice. Elle a indiqué que l'accord culturel fondateur entre les deux parties a été signé en 1973 dans le but de préserver la culture commune pour les générations futures.

L'accord, a-t-elle mentionné, fournira un meilleur cadre pour la fourniture d'experts et de cours de formation par le biais de la coopération technique et économique indienne. Selon elle, le CEP permettra la numérisation des arts et des micro-films, l'échange de livres en braille pour les personnes malvoyantes dans les langues orientales et renforcera encore la collaboration entre l'AGTF, le National Heritage Trust Fund et l'Archaeological Survey of India pour la recherche et la conservation de biens culturels et historiques.

Il est rappelé que le précédent CEP a été signé le 11 mars 2015 et qu'il couvrirait des échanges dans, entre autres, les domaines de l'art populaire, des beaux-arts, du théâtre, de la danse, du cinéma, de la muséologie et de l'art dramatique.

Les gagnants du Hackathon 2023 reçoivent des prix en espèces



Les gagnants du Hackathon 2023 ont été récompensés, lors d'une cérémonie de remise des prix à la Maison de la Commission des Services Financiers (FSC) à Ebène. Le gagnant (Team Evil Corp), le premier finaliste (Team Codewars VI) et le deuxième finaliste (Team Blackpearl) ont reçu des prix en espèces de Rs 150 000, Rs 100 000 et Rs 75 000 respectivement.

Le ministre des Services financiers et de la Bonne gouvernance, M. Mahen Kumar Seeruttun, et d'autres personnalités étaient présents à la cérémonie de remise des prix.

Dans son allocution, le ministre Seeruttun a félicité les gagnants et a salué les efforts et la persévérance de tous les participants pour avoir concouru pendant 24 heures non-stop. Le concours Hackathon, a-t-il souligné, a été conçu pour encourager l'innovation et la créativité dans l'industrie et a réuni certains des esprits les plus brillants de l'industrie des services financiers, en particulier dans le domaine Fintech.

Le concours, a-t-il souligné, a offert une excellente occasion aux jeunes de montrer leurs compétences et de rencontrer d'autres professionnels de l'industrie. Il a ainsi exhorté les jeunes à continuer d'innover dans la technologie et à saisir les opportunités qui s'offrent à eux afin de favoriser la croissance des talents dans la Place financière internationale.

Parlant de la deuxième édition du Salon de l'emploi dans les services financiers, organ-

isé les 23 et 24 juin 2023, le ministre a indiqué qu'il offrait des conseils en matière d'éducation et des opportunités de carrière au sein de l'industrie des services financiers. Le salon, a-t-il ajouté, a également présenté la diversité de l'industrie des services financiers, qui comprend des entreprises mondiales, des sociétés de gestion, des banques, des compagnies d'assurance, des cabinets d'audit et de comptabilité, des cabinets juridiques, des sociétés de crédit, des universités et des établissements de formation, entre autres.

Par ailleurs, le ministre des Services financiers a souligné que des efforts considérables sont déployés pour éduquer et encourager les citoyens, y compris les professionnels et les étudiants, à explorer les opportunités d'emploi disponibles dans le secteur des services financiers.

Il est rappelé que le Hackathon 2023, organisé par le FFSC, le Fonds des services financiers et d'autres parties prenantes, est un concours à huis clos non-stop de 24 heures visant à promouvoir les applications créatives innovantes et la littératie financière, en ligne avec l'importance croissante des finances technologie (fintech) et son intégration dans le secteur des services financiers. Le concours s'est tenu le vendredi 23 juin 2023 et était ouvert à tous les développeurs, designers et passionnés de technologie et a vu la participation de 21 équipes de 4 membres.

Économie bleue: Lancement de trois vidéos de renforcement des capacités pour promouvoir l'aquaculture dans la région de l'océan Indien

Trois vidéos de renforcement des capacités, une initiative de l'Association des pays riverains de l'océan Indien (IORA) et de l'Agence française de développement (AFD), visant à promouvoir l'aquaculture dans la région de l'océan Indien, ont été lancées, par le ministre de l'Économie bleue, Marine Ressources, pêche et navigation, M. Sudheer Maudhoo, à l'Institut Français de Maurice à Rose Hill.

L'Ambassadeur de la République française à Maurice, Mme Florence Caussé-Tissier ; la directrice de l'AFD, Mme Laëtizia Habchi ; le secrétaire général de l'IORA, M. Salman Al Farisi ; et d'autres dignitaires étaient présents à l'événement.

Les trois vidéos de formation portaient sur les thèmes suivants : la reproduction des holothuries au Mozambique ; Filet turbaire pour l'algoculture en Tanzanie ; et l'élevage d'insectes pour soutenir les pisciculteurs traditionnels.

S'exprimant à cette occasion, le ministre Maudhoo a souligné que le lancement des vidéos démontre l'engagement en faveur du développement durable, de la conservation des océans ainsi que de l'exploitation du vaste potentiel des ressources bleues de l'océan Indien.

A cet effet, il a évoqué l'engagement du gouvernement qui est de faire de l'économie bleue un nouveau pilier économique pour la croissance et la création d'emplois dans les années à venir tout en soulignant que le ministère est engagé dans la promotion et la diversification de l'aquaculture en vue d'augmenter la production halieutique.

Le lancement des vidéos, a déclaré le ministre, servira à partager les connaissances sur les pratiques durables et les solutions innovantes d'autres nations



côtières et parties prenantes. "En apprenant des expériences, nous pouvons éviter les pièges, adopter des stratégies efficaces et affiner nos politiques pour des résultats optimaux pour notre économie bleue", a-t-il déclaré.

Quant à l'ambassadrice Caussé-Tissier, elle a réitéré le soutien de la France à l'IORA à travers le projet de promotion de l'économie bleue et de la gestion de la pêche, lancé en 2020 avec une assistance technique d'un million d'euros.

Mme Habchi, pour sa part, a évoqué l'engagement de l'AFD à accompagner l'IORA et a ajouté qu'elle se réjouissait de renforcer son partenariat et sa collaboration.

Le Secrétaire général de l'IORA, M. Salman Al Farisi, a insisté sur l'objectif de l'Association qui est de faciliter le commerce et l'investissement ainsi que de promouvoir une coopération économique durable dans ses secteurs prioritaires à travers le renforcement des capacités pour le développement de ses 23 États membres. Il a également évoqué le rôle actif de la France au sein de l'IORA pour mettre en œuvre le plan de travail de l'économie bleue, plus spécifiquement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Pays-Bas : le gouvernement va démissionner après des désaccords sur la politique migratoire

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte va remettre la démission de son gouvernement en raison de désaccords sur la politique d'immigration au sein de la coalition au pouvoir aux Pays-Bas. Malgré trois jours d'intenses négociations, la coalition gouvernementale n'est pas parvenue à s'entendre sur les moyens permettant de limiter le nombre de demandeurs d'asile dans le pays.

Tempête politique au Pays-Bas. Le gouvernement de coalition du Premier ministre néerlandais Mark Rutte est tombé, vendredi 7 juillet, après des négociations houleuses entre les quatre partis au pouvoir autour de la politique d'accueil des réfugiés.

"Les quatre partis ont décidé qu'ils ne parvenaient pas à un accord sur l'immigration. Donc ils ont décidé de mettre fin à cette coalition de gouvernement", a annoncé dans la soirée Tim Kijstien, le porte-parole du petit parti protestante ChristenUnie.

Surnommé "Teflon Mark" pour sa capacité à rester au pouvoir depuis douze ans malgré les scandales – et devenant ainsi le Premier ministre le plus longtemps en service de l'histoire des Pays-Bas –, Mark Rutte avait pris les rênes de sa quatrième coalition en janvier 2022 après un record de 271 jours de négociations.

Mais le chef du gouvernement, du parti de droite libérale VVD, avait semé ces derniers jours le trouble chez ses partenaires de la droite et du centre, en exigeant d'eux l'adoption d'une série de mesures clivantes autour de l'accueil des demandeurs d'asile.

Projet clivant

Mark Rutte exigeait des trois autres partis de la coalition au pouvoir, les chrétiens-démocrates du CDA, les cen-



tristes libéraux du D66 et la petite formation protestante ChristenUnie, qu'ils acceptent d'instaurer un quota du nombre d'enfants en provenance de zones de conflits pouvant obtenir l'asile aux Pays-Bas.

Les réfugiés déjà établis aux Pays-Bas ne seront plus autorisés à y être rejoints par leurs enfants si un quota mensuel de 200 enfants est déjà atteint, a-t-il également demandé.

Mais deux partis plus souples sur l'immigration, la ChristenUnie et le D66, sont opposés à ce projet.

La ChristenUnie, dont une importante partie des électeurs se trouvent dans la "Bijbelgordel", la "ceinture de la Bible", une zone conservatrice du pays, est en raison de ses convictions religieuses traditionnellement opposée à un durcissement de la politique d'accueil des demandeurs d'asile.

"Nous avons tous été créés et sommes tous aimés par le même Dieu et c'est également de lui que nous avons

reçu la terre sur laquelle nous vivons. Nous avons donc la conviction qu'il est de notre devoir de procurer un endroit sûr aux victimes de catastrophes, de guerres, de persécutions et de l'oppression", écrit la ChristenUnie sur son site.

Après de premières négociations mercredi, des membres du gouvernement s'étaient de nouveau réunis en urgence dans la nuit de jeudi à vendredi afin de discuter des propositions du Premier ministre, sans pour autant déboucher sur un accord, entretenant les spéculations sur une chute rapide du quatrième gouvernement de Mark Rutte, communément appelé aux Pays-Bas "Rutte IV".

Vers des élections anticipées

Depuis le début de son premier mandat en 2010, Mark Rutte et sa formation de droite libérale ont dû faire face à la concurrence et à la pression de plusieurs partis d'extrême droite, en particulier le PVV de Geert Wilders, farouchement opposés à l'immigration.

Avec l'explosion de la coalition, le Premier ministre Mark Rutte devrait se lancer de nouveau dans la course des législatives, dans l'objectif d'entamer un cinquième mandat de Premier ministre.

Il pourrait toutefois être confronté au sein de son parti à de la concurrence autour de la position de tête de liste.

Initialement prévues en 2025, ces élections qui déterminent la composition de la chambre basse du Parlement néerlandais, devraient être convoquées prochainement, avec une tenue possible au cours des prochains mois.

La course aux sièges de député s'annonce rude pour les partis du gouvernement sortant alors qu'une nouvelle formation pro-agriculteurs opposée à des réglementations environnementales de l'Union européenne a obtenu le plus de sièges lors des élections régionales de mars qui déterminent également la composition du Sénat.

France

En réponse aux émeutes, Les Républicains s'alignent sur l'extrême droite

Plusieurs élus Les Républicains, dont le président du parti Éric Ciotti et le patron des sénateurs Bruno Retailleau, se sont distingués ces derniers jours par une surenchère dans les propos et les propositions en phase avec l'extrême droite.

Propos polémiques et propositions sécuritaires choc : plusieurs élus Les Républicains (LR) n'hésitent plus à s'aligner sur l'extrême droite pour se démarquer du gouvernement et démontrer leur fermeté face aux émeutiers.

Le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau, a ainsi déclenché un tollé, mercredi 5 juillet, en assurant qu'il existait un lien entre l'immigration et les émeutes de la semaine écoulée et "une sorte de régression vers les origines ethniques" de la part de "la deuxième et troisième générations".

"Certes, ce sont des Français, mais ce sont des Français par leur identité et malheureusement, pour la deuxième et troisième générations, il y a comme une sorte de régression vers les origines ethniques", a-t-il affirmé sur franceinfo à propos du profil des jeunes qui ont pris part aux émeutes consécutives à la mort de Nahel, tué lors d'un contrôle de police.

"C'est la double peine pour les Français : ils ont payé et maintenant il va falloir reconstruire parce que les ensauvagés ont brûlé !", a également dénoncé Bruno Retailleau.

Des propos rapidement condamnés par la gauche : la présidente du groupe La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale Mathilde Panot a dénoncé le

"racisme crasse d'un président de groupe en déroute qui n'a plus de républicain que le nom", le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) a évoqué "la zemmourisation des esprits" et le groupe écologiste du Sénat a pointé des "propos ouvertement racistes".

Le gouvernement, aussi, a contredit une telle approche. "L'explication seulement identitaire me paraît très erronée", a répondu mardi le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, précisant que "moins de 10 % des interpellés étaient étrangers" et "90 % français".

"Pourquoi dans certains endroits, c'est des jeunes issus de l'immigration, dans d'autres, pas du tout ?", a interrogé de son côté le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, jeudi matin. "Pourquoi dans certains endroits, ce sont des jeunes qui sont connus des services (...) et dans la plupart des endroits, pas du tout ?", a-t-il poursuivi, annonçant un travail en cours mené par "un ensemble de professionnels" pour "qu'on puisse identifier des facteurs communs, s'il y en a".

Supprimer les allocations familiales

Ces discours s'accompagnent de propositions qui se veulent plus dures les unes que les autres. Il s'agit d'être à l'initiative face au gouvernement, d'une part, et de ne pas laisser le champ libre au Rassemblement national (RN) et à Reconquête, d'autre part.

Le président de LR, Éric Ciotti, a donc appelé mardi à ressusciter sa loi controversée pour supprimer les allocations familiales en fonction notamment de l'absentéisme scolaire, tandis que le sénateur LR Stéphane Le Rudulier a présenté une



proposition de loi visant à abaisser la majorité pénale à 16 ans et à instaurer des peines planchers de prison ferme pour tous les agresseurs de policiers, élus et représentants de l'État.

"Je déposerai ma proposition de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale. Il faut arrêter avec les discours : si M. Macron décide de l'inscrire à l'ordre du jour, on peut la voter avant le 14 juillet", a-t-il déclaré devant la presse.

La nouvelle version de son texte, consultée par l'AFP, dépasse sensiblement le cadre de celui voté en 2010, puis abrogé par la gauche en 2013, et ne concerne pas uniquement l'absentéisme. Il prévoit que lorsque des condamnations et décisions de justice imposent des "obligations ou des interdictions à un enfant mineur", celles-ci doivent être "signifiées aux titulaires de l'autorité parentale".

Un "contrat (...) entre la justice et les parents" obligerait ces derniers à s'assurer que le mineur respecte ces décisions, sous

peine de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. En cas "de refus manifeste" de respecter ce contrat, le juge pourrait demander une suspension de la part des allocations correspondant au mineur.

Remise en cause du droit du sol

Un autre article prévoit des mesures similaires en cas d'atteintes répétées d'un élève aux "valeurs de la République", avec la signature d'un "contrat de responsabilité parentale", et la possibilité pour le président du conseil départemental de faire suspendre, le cas échéant, le versement de prestations sociales.

Une proposition formulée quasi simultanément par le président de Reconquête, Éric Zemmour, sur Twitter : "Parmi les émeutiers, il y a un tiers de mineurs. Un certain nombre d'entre eux n'est censé obtenir la nationalité française qu'à 18 ans. Je propose que toute participation aux #emeutes avec délit contre les représentations de l'État, les bâtiments publics, les élus, les forces de l'ordre ou les pompiers soit un motif de refus de la nationalité française. Ceux-là ne méritent pas de devenir nos compatriotes."

La déchéance de nationalité n'est actuellement possible que pour les personnes ayant acquis la nationalité française et possédant une autre nationalité et qui ont été condamnées pour certains crimes ou délits comme un acte de terrorisme ou constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation. François Hollande avait voulu instaurer la déchéance de nationalité pour les binationaux nés Français après les attentats de 2015, avant d'y renoncer en raison du tollé que sa proposition avait suscité au sein de son propre camp.

France

Le gouvernement annonce un plan à 5 millions d'euros pour renforcer la sécurité des élus

Installation de caméras de surveillance, dispositif d'alerte en cas d'agression, prise en charge des frais de justice ou encore accompagnement psychologique : le gouvernement a dévoilé un plan de cinq millions d'euros pour renforcer la protection des élus.

A lors que de nombreux élus, et en particulier des maires, ont été pris pour cibles ces derniers mois, le gouvernement vient de lancer un plan de cinq millions d'euros pour renforcer la protection des élus, qui prévoit notamment une protection fonctionnelle automatique et un accompagnement psychologique, a annoncé vendredi 7 juillet la ministre chargée des Collectivités territoriales dans une interview au Monde.

"Aujourd'hui, lorsqu'un maire attaque en justice, cela peut engendrer des frais et il peut ne pas avoir de protection juridique. C'est pourquoi nous allons rendre celle-ci automatique", a déclaré Dominique Faure.

Les élus n'auront donc plus besoin de passer par une délibération du conseil municipal comme c'est le cas aujourd'hui.

Les frais d'assurance seront également pris en charge par l'Etat pour toutes les



communes de moins de 10 000 habitants, contre 3 500 aujourd'hui.

Un élu victime d'agression pourra en outre demander un accompagnement psychologique pour lui ou sa famille.

Boîtier d'appel

Dans le cadre du pack sécurité annoncé mi-mai après la démission choc du maire de Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique), 1 769 maires et un total de 5 159 élus se sont enregistrés dans le fichier qui déclenche, en cas d'appel, une intervention plus rapide de

la police.

À cela viendra s'ajouter un bouton d'appel, sous forme de petit boîtier, dans lequel cinq numéros de téléphone seront enregistrés et que les élus pourront actionner en cas d'agression.

Trois millions d'euros serviront enfin à installer des caméras de vidéosurveillance ainsi que des dispositifs "de sécurisation des locaux devant la mairie ou le domicile du maire", après autorisation du procureur de la République, a précisé la ministre.

Quant au renforcement des sanctions pénales, qui se traduira par un alignement des peines sur celles prévues en cas de violences contre des agents en uniforme, il fera l'objet d'une loi "à l'automne".

Les maires en première ligne

Selon Dominique Faure, les émeutes déclenchées par la mort de Nahel, 17 ans, tué par le tir d'un policier à Nanterre, ont occasionné environ "150 millions d'euros" de dégâts sur les bâtiments publics.

Parmi les autres mesures annoncées, les cas de harcèlement contre un élu seront considérés comme une circonstance aggravante.

En cas de classement sans suite, les parquets devront "expliquer clairement et rapidement" pourquoi la plainte n'a pas abouti.

En 2022, 2 265 plaintes et signalements pour violence verbale ou physique envers des élus ont été recensés, en hausse de 32 % par rapport à 2021, selon le ministère de l'Intérieur.

Mais "on observe une légère baisse" depuis le début de l'année 2023, a indiqué Dominique Faure. "1 241 procédures ont été ouvertes. Dans 72 % ce sont des maires, et même 87 % si on élargit aux conseillers municipaux", a ajouté la ministre.

Zelensky en Turquie à la veille du 500e jour de l'invasion russe

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, arrivé en début de soirée samedi à Istanbul, a aussitôt rencontré son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, à quelques jours d'un important sommet de l'OTAN.

Cette ultime étape d'une tournée internationale de M. Zelensky, qui vise à obtenir davantage d'armes occidentales et de soutien à l'ambition de Kiev de rejoindre l'OTAN, est aussi sa première visite en Turquie depuis le début de la guerre avec la Russie en février 2022.

Mais les États-Unis ont déjà prévenu vendredi que l'Ukraine « ne rejoindra pas l'OTAN » à l'issue du sommet de l'Alliance prévu mardi et mercredi à Vilnius, en Lituanie. Kiev « a encore de nombreuses étapes à franchir avant de pouvoir devenir membre » de l'Alliance atlantique, a déclaré le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan.

Outre le sommet, les discussions de M. Zelensky avec le président turc, qui entretient des liens étroits à la fois avec Kiev et Moscou, devraient se concentrer sur l'accord permettant d'exporter des céréales ukrainiennes à travers la mer Noire malgré la guerre.

L'accord céréalier conclu en juillet 2022 avec le parrainage des Nations unies et de la Turquie expire le 17 juillet et la Russie a déclaré ne voir aucune raison de le prolonger.

M. Zelensky a précisé dans un tweet que l'entretien porterait aussi sur « la reconstruction de l'Ukraine » et des « contrats de défense ».

Le Kremlin a indiqué suivre « de très près » les discussions entre MM. Zelensky et Erdogan, promettant de maintenir un « partenariat constructif avec Ankara » et saluant le « rôle de médiateur » du président turc.

Selon des experts, Volodymyr Zelensky devrait aussi encourager son homologue turc à donner son feu vert à l'adhésion de la



Suède à l'Alliance atlantique, les responsables de l'OTAN espérant toujours convaincre Ankara de lever son veto à cette idée.

Vendredi, M. Erdogan a indiqué que la Turquie allait prendre « la meilleure décision, quelle qu'elle soit », concernant l'adhésion de la Suède.

Le président turc, qui reproche à la Suède sa mansuétude présumée envers des militants kurdes réfugiés sur son sol, s'est dit favorable à « la politique de la porte ouverte ».

Mais, a-t-il enchaîné, « comment un État qui ne prend pas ses distances avec les organisations terroristes peut-il contribuer à l'OTAN ? »

« Pas assez d'unité »

Avant Istanbul, le dirigeant ukrainien, vêtu de son polo kaki, est passé par la Slovaquie, la République tchèque et la Bulgarie.

À Bratislava, il a fustigé l'absence d'unité au sein de l'OTAN sur la question des adhésions de la Suède et de l'Ukraine, estimant qu'elle menace la sécurité mondiale.

« Je pense qu'il n'y a pas assez d'unité

dans ce domaine. Et c'est une menace pour la force de l'Alliance [...] C'est très important pour la sécurité du monde entier », a déclaré M. Zelensky lors d'une conférence de presse. La Russie compte sur « la faiblesse et la désunion de l'Alliance », a-t-il souligné, demandant de nouveaux programmes d'aide militaire pour l'Ukraine.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a organisé une rencontre entre les dirigeants turc et suédois dès lundi dans la capitale lituanienne.

Avant l'annonce américaine que l'Ukraine ne rejoindrait pas l'OTAN à Vilnius, M. Stoltenberg avait espéré vendredi que l'entrée de Kiev dans l'Alliance serait confirmée lors du sommet par les 31 pays membres.

« Je m'attends à ce que nos dirigeants réaffirment que l'Ukraine deviendra membre de l'OTAN et qu'ils s'unissent sur la manière de rapprocher l'Ukraine de son objectif », avait-il déclaré.

Armes à sous-munitions

Dans la matinée à Prague, M. Zelensky a de nouveau pressé les Occidentaux de lui

livrer des armes de longue portée dont l'absence ralentit, selon lui, la contre-offensive ukrainienne en cours depuis un mois. Selon lui, ces livraisons ne dépendent que du feu vert des États-Unis.

Quelques heures plus tard, la Maison-Blanche a annoncé que les États-Unis allaient fournir des armes à sous-munitions à l'Ukraine, franchissant un seuil important dans le type d'armements offerts à Kiev.

« C'est une décision difficile. On l'a différée » un certain temps, a déclaré à la presse le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, Jake Sullivan, assurant que c'était « la bonne chose à faire » et que les Ukrainiens avaient garanti « par écrit » l'usage qu'ils feraient de ces armes pour minimiser « les risques posés aux civils ».

Les armes à sous-munitions sont très controversées, car elles dispersent de nombreux petits explosifs dans un large rayon qui peuvent faire des victimes des années plus tard.

« Un vaste et indispensable programme d'aide à la défense de la part des États-Unis », a tweeté M. Zelensky, exprimant sa « reconnaissance au peuple américain et au président Joseph Biden ».

L'annonce américaine a révolté les organisations humanitaires, qui rappellent l'impact monstrueux de ces armes sur les civils.

Sur le terrain, l'armée ukrainienne a annoncé vendredi matin avoir abattu 12 drones explosifs sur 18 lancés par la Russie.

L'attaque a fait deux morts. Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Rafael Grossi a fait état de « progrès » dans l'accès de l'agence à la centrale nucléaire de Zaporijjia occupée par la Russie dans le sud de l'Ukraine.

Moscou et Kiev s'accusent mutuellement depuis plusieurs jours d'une « provocation » imminente dans cette centrale.

Des technologies occidentales toujours présentes dans les armes russes lancées sur l'Ukraine

Au moins six personnes ont perdu la vie dans la nuit de mercredi à jeudi à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine, après une série de bombardements orchestrés par l'armée de Vladimir Poutine. Sur 10 missiles lancés, 7 ont été interceptés par les forces antiaériennes ukrainiennes, a affirmé un porte-parole. L'un d'eux ciblait un immeuble résidentiel.

Les missiles russes tombent chaque jour sur l'Ukraine, et plusieurs pays occidentaux, par l'entremise de leurs entreprises technologiques, en sont en partie responsables. Y compris depuis le début de la guerre.

C'est ce qu'affirme, preuves à l'appui, le Groupe de travail international sur les sanctions russes, dans un rapport publié cette semaine. Il pointe du doigt 155 entreprises étrangères dont plus de 1000 composants ont été retrouvés dans 58 missiles et équipements militaires russes analysés sur le champ de bataille ukrainien. Ces découvertes illustrent un certain mépris de la part de Moscou envers les sanctions économiques et les restrictions occidentales en matière de commerce international qui lui ont été imposées après son invasion de l'Ukraine.

Les deux tiers de ces compagnies sont des multinationales américaines. Plusieurs ont des bureaux et des usines de production au Canada.

Tout en rappelant que « la Russie dépend fortement de la technologie occidentale » pour sa « production d'armes de guerre » et que les composants retrouvés « ne sont pas issus d'anciens stocks », le Groupe appelle à une « application plus efficace des sanctions existantes ». Il recommande aussi le « renforcement du contrôle des exportations », mais également un ciblage particulier de ces mêmes exportations, passant désormais par des pays tiers où des sociétés-écrans permettent depuis le déclenchement de la guerre de contourner les sanctions.

Ces échanges indirects entre la Russie et plusieurs pays occidentaux sont passés de 54 % en 2021 à 98 % au quatrième trimestre de 2022, indique le groupe. Ils transitent en partie par la Chine, mais également par une constellation d'autres pays « amis » de l'Occident ne faisant pas partie de la coalition internationale ayant imposé des sanctions à la Russie, comme la Turquie, le Kazakhstan, l'Arménie, la Géorgie, ou encore les Émirats arabes unis.

Chiffres canadiens troublants

Le commerce international du Canada n'a visiblement pas échappé à cette réorganisation des routes, révèle une analyse de données fédérales effectuée par Le Devoir. Les chiffres montrent en effet une chute radicale des exportations de batteries au lithium (-91 %) et de circuits imprimés (-73 %), deux composants à double usage pouvant entrer dans la fabrication d'armes, vers la Russie entre 2021 et mars 2022.

Or, en 2022, ces exportations ont soudainement augmenté de 4000 % pour les circuits imprimés vers la Turquie, de 2700 % vers les Émirats arabes unis et de 900 % vers le Kazakhstan, des pays reconnus pour servir d'intermédiaires pour la Russie. Et ce, comparativement à l'année précédente.

Dans le cas des piles au lithium, le Canada en a envoyé 72 unités en Turquie en janvier 2022, soit avant la guerre. En octobre de la même année, ce sont 9650 unités qui y ont été exportées, soit 135 fois plus. Même chose au Kazakhstan, où le commerce de ces piles est passé de 116 unités en 2021 à 36 000 en 2022, soit 310 fois plus.

Les données fédérales ne mentionnent toutefois pas la destination ultime de ces exportations ni l'utilisation faite de ces produits qui peuvent entrer dans les composants d'équipements militaires, y compris les armes létales.

En mars dernier, la Turquie a discrètement resserré ses contrôles aux frontières pour finalement bloquer l'exporta-



tion et la réexportation vers la Russie de produits ciblés par les sanctions occidentales, dont plusieurs composants électroniques et électriques font partie. Le laisser-aller devenait gênant pour ce membre de l'OTAN qui faisait face à un tir nourri de critiques.

Preuves matérielles

Pour le Groupe de travail international sur les sanctions russes, il ne fait toutefois aucun doute que les composants critiques retrouvés dans les missiles russes envoyés sur l'Ukraine, mais également dans des drones, des véhicules blindés, des roquettes, comme des microprocesseurs, régulateurs de tension, condensateurs, cartes mémoire... provenaient bel et bien de compagnies occidentales, dont les américaines Analog Devices, Texas Instruments, Intel Corporation, l'allemande Infineon, la coréenne Samsung ou la suisse STMicroelectronics. Pour ne citer qu'elles.

Dans le cas de deux missiles russes Kh-101 tombés sur Kiev en décembre dernier, l'analyse des restes a permis de conclure « avec une quasi-certitude » qu'ils avaient été fabriqués dans les deux mois précédant l'attaque, avec des composants occidentaux ayant possiblement réussi à contourner les sanctions, résume le rapport.

Contactée par Le Devoir, la compagnie américaine AMD, nommée dans le rapport, a dit se conformer « strictement à toutes les sanctions américaines et aux réglementations mondiales en matière de contrôle des exportations » et a rappelé avoir « suspendu toutes les ventes et l'assistance technique pour [ses] produits en Russie, en Biélorussie et dans les régions de Donetsk et de Louhansk en Ukraine en mars 2022 ». Elle assure aussi avoir un « solide programme de conformité à l'exportation » pour éviter les détournements de ses produits vers la Russie.

Même chose du côté de la japonaise Renesas. Le fabricant de semi-conducteurs, qui a des bureaux en Ontario, assure respecter « pleinement les sanctions qui ont été imposées à la Russie à la suite de son action en Ukraine » et dit s'opposer à ce que « ses produits soient utilisés pour des violations des droits de l'homme », a résumé un porte-parole.

Dans une déclaration laconique adressée au Devoir, Texas Instruments, pour sa part, dit ne plus vendre ses produits en Russie et affirme « ne pas soutenir ni tolérer l'utilisation de [ses] produits dans des applications pour lesquelles ils n'ont pas été conçus ».

En juin dernier, dans un document présenté aux membres du G7, dont le Canada fait partie, par la présidence ukrainienne, Volodymyr Zelensky a appelé les principales économies du monde à faire pression sur les pays qui n'agissent pas de manière convaincante pour contrôler les exportations de composants critiques vers la Russie.

L'enjeu est d'ailleurs crucial pour la suite de la guerre. En mai dernier, l'École d'économie de Kiev (KSE), le ministère ukrainien de la Défense et la Fondation Jamestown ont estimé qu'au début de cet été, la Russie allait atteindre des seuils très bas dans ses réserves de missiles Iskander 9M723 (12 %), de missiles Kalibr (11 %) et de ses missiles Kh-101 (5 %).

Or, selon l'Ukraine, la Russie s'est adaptée aux sanctions et devrait être en mesure de doubler sa production de

missiles entre 2022 et 2023, la faisant passer de 512 à 1063, et ce, en utilisant des composants occidentaux dont Moscou ne peut pas se passer. Un constat troublant près de un an et demi après le début de la guerre que la Russie a lancée contre l'Ukraine et le début des sanctions qui ont été imposées à Moscou.

« La chaîne d'approvisionnement militaire russe a continué d'accéder aux technologies critiques occidentales depuis le début de la guerre, tout au long de 2022 et du premier trimestre de 2023 », dénonce le Groupe de travail international sur les sanctions russes, qui assène : « Le contournement des sanctions ne peut rester impuni. » Il demande au passage que le « cadre réglementaire » en place pour lutter contre le blanchiment d'argent soit à l'avenir appliqué « au contrôle des exportations », pour combattre cette dérive.

Depuis février 2022, les Russes ont lancé plus de 6 000 roquettes contre l'Ukraine, résume le Groupe, touchant 3 387 bâtiments et infrastructures non militaires et tuant 1 734 civils

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company Ivory Tower International LTD, an Authorised Company (AC), having its registered office at 2nd Floor, Suite 122, Harbour Front Building, President John Kennedy Street, Port Louis, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

That the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001.

That any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days following the date this notice has been published.

Dated this 07 July 2023
Director

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company New Forests Company Management Services, a Global Business Company (GBC), having its registered office at 2nd Floor, Suite 122, Harbour Front Building, President John Kennedy Street, Port Louis, Mauritius is to be removed from the Register of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001

That the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

That any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies not later than 28 days following the date this notice has been published.

Dated this 07 July 2023
Director

NOTICE UNDER SECTION 137 OF THE INSOLVENCY ACT 2009 EQUILIBRE BIOENERGY PRODUCTION LTD (InProvisional Liquidation)

Notice is hereby given that:

Equilibre Bioenergy Production Ltd is under liquidation and Mr Osman Mahmad Badat (FCA) of 26 Sir William Newton Street, Level 4 Sharon House Building, Port Louis has been appointed Provisional Liquidator pursuant to a Court Order – SC/COM/PET/000465/2022 dated 08 May 2023.

A meeting of creditors will be held on Friday 14 July 2023 at 10.00hrs at 26 Sir William Newton Street, Level 4 Sharon House Building, Port Louis Mauritius.

All creditors of the company are requested to send their claims (with details/copies of unpaid invoices) to the liquidator at latest by Tuesday 11 July at 15hr00.

All creditors are requested to send their claims via mail or to our address as detailed below:

Email: kgunputh@mcmillanwoods-mu.com

Tel: 2106921

Address: Equilibre Bioenergy Production Ltd (In Liquidation)
26, Sir William Newton Street,
Level 4 Sharon House building
Port Louis

Attn: Mrs Karishma Gunputh Bhoolee

By Court Order

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Mrs Marie Rose Irlande Green will apply to the Municipal Council of Pamplemousses for a building and land use permit for a proposed extension to an existing building to be used as General Retailer Foodstuff (excluding liquor) & non Foodstuff at Lot No 35 Petrels St, Morc de la Filature de Riche Terre, Tombeau Bay

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

Application to Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a Licence under Part III of the Excise Act

I, Chandrani Beejan of 34 Pieton Pere Laval Ste Croix, Port Louis have applied to the Director General of the Mauritius Revenue Authority for the issue of a new licence of dealer in liquor and alcoholic products-wholesale in respect of premises situated at 34, Pieton Pere Laval, Ste Croix, Por Louis.

Any objection to the issue of the above licence, should be made to the Director General, Mauritius Revenue Authority, Eham Court, C/r Mon Seigneur Gonin & Sir Virgil Naz Streets, Port Louis within 21 days as from date published in the Gazette.

Date: 10/07/2023

Santé

Moustiques : contre les piquûres, un nouveau répulsif miracle ?

Les moustiques sont non seulement désagréables, mais ils sont aussi vecteurs de maladies comme le paludisme, la dengue ou le chikungunya. Une équipe israélienne pense avoir trouvé un répulsif redoutablement efficace contre ces insectes : les nanocristaux de cellulose.

Piquer une personne ou un animal infecté ; ingérer les parasites, virus ou bactéries contenus dans son sang ; transmettre l'agent pathogène à une personne saine après l'avoir piquée : c'est le cycle de la transmission de maladies parasitaires comme le paludisme, responsable de centaines de milliers de morts chaque année en Afrique sub-saharienne, et virales comme la dengue, Zika ou le chikungunya. Le moustique est le principal vecteur de ces maladies.

Si, en Europe, les moustiques n'étaient jusqu'à présent que de désagréables petits insectes perturbant nos nuits d'été, leur présence a pris une autre dimension ces dernières années, réchauffement climatique oblige.

En France, le nombre de cas autochtones de certaines maladies virales transmises par le moustique tigre (Aedes albopictus) augmente à mesure qu'il se propage et s'installe dans notre pays.

Ainsi, en 2022, 65 cas de dengue autochtone ont été recensés par Santé publique France, dans neuf foyers différents.

Des cas autochtones de chikungunya

ont également été détectés en 2010, 2014 et 2017 (un vaccin est en cours d'élaboration), et de Zika en 2019.

On parle de cas autochtone quand « une personne a contracté la maladie sur le territoire national et n'a pas voyagé en zone contaminée dans les 15 jours précédant l'apparition des symptômes », explique l'Agence régionale de santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'une des plus touchées par ces cas.

Cellulose

On comprend donc l'importance de se protéger contre les moustiques. Il existe bien sûr les vêtements couvrants, les moustiquaires, la citronnelle et autres produits anti-moustiques, à appliquer sur la peau, à pulvériser ou laisser diffuser dans l'air.

Mais un autre répulsif, apparemment très efficace, viendra peut-être bientôt s'ajouter à l'arsenal de lutte contre les moustiques.

C'est en tout cas l'espoir suscité par le travail d'une équipe de l'Université hébraïque de Jérusalem, récemment publié dans la revue scientifique PNAS Nexus.

Les chercheurs ont étudié « les pro-

priétés de barrière des nanocristaux de cellulose ». La cellulose est la molécule organique la plus abondante sur terre : elle est le constituant principal de la paroi cellulaire de nombreux végétaux.

Après traitement avec de l'acide sulfurique, elle s'assemble en nanocristaux de cellulose, qui s'auto-assemblent ensuite en films barrières solides et transparents. Et lorsqu'ils sont mélangés avec de l'eau et une petite quantité de glycérol, ils peuvent être appliqués sur la peau, sous forme de gel.

C'est l'expérience menée par les chercheurs, avec des moustiques Aedes aegypti vivants (eux aussi vecteurs de la dengue, de Zika..., ils ne circulent pas actuellement en France).

« Camouflage chimique »

« Ces travaux ont permis de constater une diminution significative de 80% de l'alimentation sur la peau humaine après l'application d'une fine couche de gel de nanocristaux de cellulose », écrivent les auteurs de l'étude.

Le gel n'a pas agi comme une barrière physique, mais comme un « camouflage chimique », en cachant les composés



organiques volatils émanant de la peau humaine, que les insectes utilisent comme indices pour trouver un repas.

Et les chercheurs ne se sont pas arrêtés là : après avoir « dopé » les nanocristaux à l'indole, une substance aromatique présente chez certaines fleurs et qui agit déjà comme répulsif anti-moustiques, ils ont constaté une chute de 99,4% de la ponte d'œufs chez les moustiques exposés, par rapport au groupe contrôle.

Des résultats spectaculaires, donc, mais qui demandent à être confirmés à une plus grande échelle : le test n'étant réalisé que sur une seule personne, il devra être répété et validé hors laboratoire, avec d'autres types de moustiques...

Enfin, avant d'espérer une mise sur le marché, son innocuité devra aussi être garantie.

Un sommeil de qualité est-il efficace contre le stress ?

Un bon sommeil, un sommeil réparateur, peut réduire le stress, voire les troubles anxieux. Selon quels mécanismes ?

On fait le point avec le Dr. Sylvie Royant-Parola, psychiatre, spécialiste du sommeil.

Le sommeil peut-il aider à réduire le stress ?

Dr. Sylvie Royant-Parola : « Oui, et ce, à différents niveaux. Le sommeil a des actions sur le système nerveux. La nuit, il rééquilibre, sur le plan émotionnel notamment, tout ce qu'il s'est passé durant la journée.

Lors du sommeil paradoxal, différents processus se mettent en place, réactivent tout ce qui été mis en jeu dans la journée et traitent ces souvenirs sur le plan émotionnel : est-ce un bon ou un mauvais souvenir, est-ce qu'on le réprime ou au contraire est-ce qu'on l'exacerbe... ? Une fois traité, on le range dans sa mémoire. C'est le rééquilibrage psychique. »

Qu'en est-il de la dure du sommeil ?

Dr. Sylvie Royant-Parola : « La durée de sommeil dont on a besoin doit être absolument respectée. Une personne qui ne respecte pas son temps de sommeil n'aura pas le temps de mener à bien toutes les opérations que je viens de citer.

Cela engendre une instabilité sur le plan émotionnel qui peut générer du stress. Outre la durée, le sommeil obéit au rythme circadien. On sait que si on ne respecte pas ce rythme, cela va fragiliser tout le système.

Et là encore, au niveau émotionnel, les contre-coups de ce qu'il s'est passé dans la journée, ne vont pas pouvoir être absorbés. Le corps réagit aux agressions et ne pas respecter son rythme circadien, c'est une agression.

Ainsi, le corps va sécréter davantage de noradrénaline et de cortisol, qui sont les hormones du stress. Tout cela favorise le tonus sympathique (état de tension du système nerveux sympathique) qui génère directement un état de stress. »

Dans votre pratique, recommandez-vous à vos patients de bien dormir pour lutter contre le stress ?

Dr. Sylvie Royant-Parola : « Oui, on peut effectivement recommander à la personne de veiller à son sommeil. Mais puisqu'il s'agit de personnes stressées, qui rencontrent sans doute des difficultés à gérer leur sommeil, il sera sans doute difficile pour elles de le contrôler.

On leur explique bien sûr de dormir suffisamment, d'avoir des horaires de coucher et de lever réguliers, de réguler leur rythme en pratiquant du sport régulièrement, de sortir pour s'exposer le plus possible à la lumière naturelle.

C'est toute une série de bonnes pratiques qu'il faut réussir à mettre en place pour mieux dormir et agir sur le stress. »

Et cela fonctionne aussi pour les troubles anxieux ?

Dr. Sylvie Royant-Parola : « Oui, le stress et l'anxiété sont très liés. On retrouve des dysfonctionnements de neurotransmetteurs, comme la noradrénaline, communs dans le stress et l'anxiété.

Les conseils à donner sur le sommeil pour diminuer le stress sont les mêmes que pour diminuer l'anxiété. C'est également vrai pour la dépression. »

Ne pas se retrouver en privation de sommeil semble être une solide base pour lutter contre le stress ?

Dr. Sylvie Royant-Parola : « C'est essentiel ! Mais cela implique nécessairement de connaître ses besoins de sommeil, ce qui n'est pas si évident que cela. A-t-on besoin de 8 heures, de 6 heures, de 9 heures de sommeil ?

Le besoin de sommeil est très relatif et il est important que la personne connaisse la typologie de son sommeil. Il est aussi important de faire attention à son rythme de sommeil et dans le domaine, c'est l'horaire de lever qui synchronise tous les rythmes.

Quelqu'un qui se lève à des horaires très irréguliers d'un jour à l'autre ne stabilise pas ses horloges et chez ces personnes il y a un terrain favorable au stress, à la dépression et l'anxiété. Il est important le week-end de ne pas se lever plus de deux heures après son heure de lever habituelle. »

Certaines recommandations peuvent-elles être utiles pour tous afin d'améliorer son sommeil ?

Dr. Sylvie Royant-Parola : « Le passage du sommeil à l'éveil et de l'éveil au sommeil sont des transitions qu'il est important de respecter. Il faut lors de ces moments, se préparer au monde d'après. Le soir, au moins une heure avant de se coucher, il est recommandé d'arrêter de travailler, de réaliser des activités plaisantes, de supprimer tous les écrans.

Surtout, pas de téléphone dans le lit, ni sur sa table de chevet. Il faut se coucher quand on a sommeil uniquement. Et si on ne parvient pas à s'endormir, il faut se relever et faire autre chose en attendant que le sommeil arrive. Idem si on se réveille la nuit.

Les pensées deviennent rapidement anxiogènes et c'est l'escalade. Il faut se lever et se recoucher une vingtaine de minutes plus tard. Le matin, on se lève dès qu'on se réveille. Il est aussi recommandé de ne pas faire de sieste ou en tout cas très brèves, en cas de coup de barre, et pratiquer une activité physique régulière, un petit peu tous les jours.

Il faut aussi profiter au maximum de la lumière du jour. Cela permettra à chacun de mieux dormir et de réduire son stress. »

LEGAL NOTICE
IN THE INTERMEDIATE COURT OF
MAURITIUS

C.No.245/20

In the matter of:-

1. Isha Devi NUNKOO, of Morcellement St Andre, Plaine des Papayes, presently absent from Mauritius and represented by her duly appointed proxy and agent, Mr Jugdice Ramrekha, of Morcellement St Andre, Plaine des Papayes;

2. Nisha Devi NUNKOO, of Rue Saint Anne, Boulet Rouge, Flacq, presently absent from Mauritius and represented by her duly appointed proxy and agent, Mr Yogesh Ramdanie, of Bois Cheri Road, Moka.

PLAINTIFFS

v/s

Parvuttee NUNKOO (born SIBNATH), residing at Garden Street, Poste de Flacq

DEFENDANT

NOTICE OF TRIAL

Take notice you, the abovenamed Defendant, in order that you may not plead or pretend ignorance of same, that the above matter which came for Make Out Case on the 04/07/2023 has now been fixed for MAKE OUT CASE A NEW to the 21st of JULY 2023, at 09:30 a.m. before the Intermediate Court of Mauritius.

Take further notice that you are hereby required, called upon and summoned to be and appear before the floor of the Intermediate Court of Mauritius situate at New Court House, Jules Koenig Street, Port Louis, on the 21st of JULY 2023 at 9.30 a.m.

In case you fail to make such appearance before the Court on the aforesaid day and hour, judgment may be delivered against you, with interest and costs.

Warning you that the above matter will be heard and proceeded with on the aforesaid date and hour, whether you be present or not.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 04th day of July 2023.

B Ramlochund

Of Les Jamalacs Building, Vieux Conseil Street, Port-Louis
Attorney for Plaintiff instructing Mr Pawn Choonucksing of Counsel

To the abovenamed and styled Defendant i.e. Parvuttee NUNKOO (born SIBNATH)



MHC Eco Loan

A Loan with Green Features



Construct your **Eco House** as from **Rs 1.5 m***

Interest
rate:

5.40% ^{*(APR**)}

Free House Plans*

100% Financing

Special Discount from our Merchant Partners*



405 5555
www.mhc.mu



"La référence en prêt logement"

Bollywood

Ektaa Kapoor dévoile la première affiche de LSD 2, pour affronter le remake de Soorarai Pottru d'Akshay Kumar

Le producteur Ektaa Kapoor a partagé la première affiche de Love, Sex aur Dhokha 2 et a annoncé la date de sortie.

Vendredi, Ektaa Kapoor a dévoilé la première affiche de sa prochaine production Love, Sex aur Dhokha 2. S'adressant à Instagram, Ektaa a partagé l'affiche et a laissé entendre que le film tournerait autour de la dépendance aux médias sociaux et d'autres problèmes connexes. A lire aussi : Love Sex aur Dhokha réalisateur débranché !

Ekta Kapoor partage l'affiche de Love, Sex aur Dhokha 2

Elle l'a légendé, "Qui a besoin de roses et de chocolats quand vous pouvez avoir des likes et des reposts ? De l'amour à l'époque de la caméra à l'amour à l'époque d'Internet. Le week-end de la Saint-Valentin 2024, choisissez votre poison : LOVE, SEX AUR DHOKHA ! #LSD2 dans les cinémas à partir du 16 février 2024. » LSD 2 est dirigé par Dibakar Banerjee et devrait sortir en salles le 16 février 2024.

LSD 2

Avec une affiche qui suscite la réflexion, l'équipe confronte le public à la dure réalité de notre société obsédée par le numérique, capturant un couple engagé simultanément



ment dans une connexion intime et un détachement technologique. Peu de temps après que les créateurs ont dévoilé l'affiche, les fans ont inondé la section des com-

mentaires de cœurs rouges et d'émoticônes de feu. "J'ai hâte", a écrit un fan. Un autre fan a écrit : "J'ai adoré l'affiche."

Le film fera face à un gros clash Bollywoodien avec le film sans titre d'Akshay Kumar qui est le remake hindi du film tamoul Soorarai Pottru.

Ekta et Dibakar ont annoncé la suite du film plus tôt dans l'année 2021, mais le film a été retardé et les réalisateurs sont tous prêts à commencer bientôt le tournage de la suite.

Amour Sexe Aur Dhokha

Love Sex Aur Dhokha, sorti en 2010, a été réalisé par Dibakar Banerjee. Il mettait en vedette les acteurs Rajkumar Rao, Neha Chauhan, Anshuman Jha et Nushratt Bharuccha, entre autres.

Plus tôt, Ekta Kapoor et Dibakar Banerjee, sont arrivés à la maison Bigg Boss 16 pour lancer la suite de leur film et, en tant que principale dame de la suite.

Evelyn Sharma partage la photo de son deuxième bébé et révèle son nom : "Je n'aurais jamais pensé pouvoir ressentir cela juste après l'accouchement"



Evelyn Sharma a présenté son deuxième bébé dans un message en partageant son nom. Découvrez la première photo de l'actrice avec son fils nouveau-né.

Jeudi, Evelyn Sharma s'est rendue sur Instagram pour annoncer la naissance de son petit garçon. Evelyn, qui est surtout connue pour son rôle dans Yeh Jawaani Hai Deewani d'Ayan Mukerji aux côtés de Ranbir Kapoor et Deepika Padukone, a également révélé le nom de son fils alors qu'elle partageait sa première photo avec elle. Evelyn avait annoncé sa deuxième grossesse en janvier. Elle a eu son premier enfant en 2021.

L'actrice a souri à la caméra alors qu'elle tenait son fils nouveau-né dans ses bras. son visage n'était pas visible sur la photo prise peu après l'accouchement d'Evelyn Sharma.

Evelyn a écrit dans sa légende : "Je n'aurais jamais pensé que je pourrais me sentir aussi bien juste après l'accouchement. Je suis si heureuse de pouvoir chanter sur les toits ! Dites bonjour à notre petit garçon Arden." Elle a ajouté les hashtags nouvelle maman, bébé garçon, vie de maman, post-partum, bonheur, aimer la vie, entre autres, à sa légende.

Un fan a commenté : "Félicitations à la mère et bienvenue au fils." Un commentaire a également lu: "Yay !! Si heureux pour vous! Vous êtes tous les deux magnifiques." Une autre personne a écrit : "Félicitations mon cher... Beaucoup d'amour à vous deux." Commentant la première photo de la mère et du fils ensemble, un fan a également écrit : "Juste magnifique... absolument magnifique."

La famille d'Evelyn Sharma

Evelyn s'est mariée avec Tushaan Bhindi, basée en Australie, en 2021. Les deux ont accueilli leur premier enfant - sa fille Ava Rania Bhindi - en novembre 2021. Partageant une photo de sa fille à cette époque, Evelyn avait écrit sur Instagram, "Le rôle le plus important de ma vie..."

La deuxième grossesse d'Evelyn Sharma

Deux ans après avoir accueilli son premier enfant, en janvier 2023, Evelyn Sharma avait annoncé qu'elle et Tushaan allaient devenir parents pour la deuxième fois. S'adressant à Instagram, Evelyn avait posté des photos de son baby bump. Dans sa légende, elle a écrit : "J'ai hâte de te serrer dans mes bras !! (cœur rose avec emoji étoile). Bébé non. 2 est en route..."

Evelyn a travaillé dans des films tels que Yeh Jawaani Hai Deewani et Main Tera Hero, entre autres. Après son mariage, Evelyn a déménagé en Australie, où elle vit avec son mari et sa famille.

Shehnaaz Gill dit qu'Alia Bhatt est la mieux adaptée pour les rôles de « briseur de cœur », appelle Aditya Roy Kapur « awara aashiq »



Shehnaaz Gill a dédié la chanson "Sharaab Peete Peete" à Aditya Roy Kapur, faisant référence à son rôle dans le film Aashiqui 2.

L'acteur-chanteur Shehnaaz Gill a récemment été vu dans le clip de "Yaar Ka Sataya Hua Ha" face à Nawazuddin Siddiqui. Interrogée sur les rôles qui conviennent le mieux aux acteurs de Bollywood,

Shehnaaz a estimé qu'Aditya Roy Kapur est la mieux adaptée pour représenter des personnages au cœur brisé, tandis qu'Alia Bhatt est mieux adaptée pour jouer un briseur de cœur.

Dans une interview avec Mirchi Plus, interrogée sur Alia, Shehnaaz a déclaré: "Mujhe lagta hain woh (Alia Bhatt) dil toodne main sahi rahegi (je pense qu'elle est une briseuse de cœur)." Parlant d'Aditya, Shehnaaz a déclaré: «Woh awara aashiq, galiyon main ghumne wala. Uspe woh gaana costume karta hai - 'Sharaab Peete Peete'. Agar hum uska Aashiqui 2 dekhe toh.

Shehnaaz Gill a récemment parlé d'amour et de relations. Dans une interview avec Red FM, Shehnaaz a déclaré : « Ne faites confiance à personne dans la vie. Personne n'est digne de confiance. Tout le monde est égoïste. On peut être attaché à un autre, mais à un moment donné, on oubliera l'autre personne. Parlant de relations amoureuses, Shehnaaz a déclaré: «Je n'ai été amoureux qu'une seule fois. Pyaar ki baatein mat karo yaar, pyaar vyaar kya hi hai (Ne parlez pas d'amour. Qu'est-ce que l'amour ?) »

Shehnaaz a été vue pour la dernière fois dans Kisi Ka Bhai Kisi Ki Jaan de Salman Khan. KKBKKJ a marqué les débuts de l'acteur-chanteur à Bollywood. Le film mettait également en vedette Pooja Hegde, Palak Tiwari, Bhumi Chawla et Raghav Juyal, entre autres. Shehnaaz sera ensuite vue dans le film 100% face à Riteish Deshmukh, John Abraham et Nora Fatehi.

Foot News

Chelsea : Azpilicueta proche du départ

Cesar Azpilicueta, le capitaine de Chelsea, est proche de quitter le club de Premier League sur ce mercato estival 2023. Un accord est sur le point d'intervenir concernant sa dernière année de contrat.

Cesar Azpilicueta devrait quitter Chelsea dans les prochains jours. Selon Sky Sports, un accord entre le joueur espagnol et le club de Premier League est proche. Il devrait être libéré de sa dernière année de contrat pour services rendus. Une fois son contrat résilié, il pourrait rejoindre l'Atletico Madrid qui aimerait l'accueillir.

Azpilicueta un capitaine vainqueur de la Ligue des Champions

Les négociations ont été excellentes avec un fort respect mutuel entre le club et Cesar Azpilicueta, qui a mené Chelsea à son deuxième titre en Ligue des champions en 2021. Il était arrivé en 2012 à Chelsea en provenance de l'OM.



L'OM craque pour garder Alexis Sanchez!

L'OM est très actif depuis quelques heures sur le marché des transferts. Parmi les dossiers chauds sur la Canebière, on peut citer celui d'Alexis Sanchez, en fin de contrat.

Pablo Longoria et Marcelino sont déjà sous pression à l'OM. Les deux hommes se doivent de renforcer l'effectif phocéen de la meilleure des manières possibles avant un mois d'août de tous les dangers entre le retour de la Ligue 1 et les barrages de la Ligue des champions. Parmi les dossiers qui prennent du temps à Marseille en ce début d'intersaison : Alexis Sanchez. Le Chilien n'est plus sous contrat avec l'OM depuis la fin du mois de juin. Toutes les parties négocient pour trouver un accord pour un nouveau bail sur la Canebière. Mais ce n'est pas chose aisée. Car Alexis Sanchez veut aussi bien des garanties sportives que financières. Et plus le temps passe, plus l'ancien du Barça semble s'éloigner de Marseille.

En plus de l'OM, Alexis Sanchez a d'autres propositions, dont une très séduisante de l'Arabie saoudite. Selon les informations d'RMC, Pablo Longoria ne se laisse pas abattre et vient de proposer au clan du Chilien une nouvelle proposition, avec un salaire 25% supérieur à ce qu'il était lors de son précédent contrat. En plus, l'OM promet une belle prime à la signature à Alexis Sanchez. Au joueur de désormais peser le pour et le contre, sachant que Marcelino adore son profil et lui promet une place de choix dans son effectif. Mais les Phocéens n'attendront pas non plus des semaines la réponse de Sanchez. RMC rajoute



que l'OM travaille sur d'autres pistes en cas de départ du natif de Tocopilla. Pour le moment, seul Vitinha est présent dans l'effectif marseillais au poste d'attaquant. Il se dit que Pablo Longoria veut recruter deux voire trois autres éléments dans ce secteur de jeu pour être le plus compétitif possible.

Carlo Ancelotti sera sélectionneur du Brésil à partir de juin 2024

Une source interne à la Confédération brésilienne de football a annoncé mardi à l'AFP que Carlo Ancelotti allait devenir le sélectionneur du Brésil après la Copa America 2024, qui se déroulera aux Etats-Unis.

L'annonce, faite par une source qui n'a pas souhaité être identifiée, de la venue prochaine de l'entraîneur italien de 64 ans au pays de Pelé met fin à des mois de négociations entre l'Européen et le patron de la fédération brésilienne, Edinaldo Rodrigues, qui a toujours considéré l'Italien comme son option privilégiée pour relancer une Seleçao en quête d'un second souffle après avoir accumulé les revers.

Ancelotti est sous contrat avec le Real Madrid jusqu'à juin 2024 et il a dit publiquement qu'il souhaite continuer jusque-là. Il prendra les rênes de la Seleçao à partir de la Copa America 2024, organisée l'an prochain aux Etats-Unis (20 juin-14 juillet).

Quelques minutes avant cette annonce, la CBF a indiqué dans un communiqué que le Brésilien Fernando Diniz, entraîneur de Fluminense, club de Rio de Janeiro, dirigerait l'équipe quintuple championne du monde jusqu'à ce qu'Ancelotti prenne ses fonctions de sélectionneur.

Diniz "est un entraîneur qui vraiment a un projet de jeu très semblable à celui de l'entraîneur qui prendra ses fonctions à partir de la Copa America, Ancelotti", a déclaré le patron de la CBF, selon des déclarations relayées par les portails brésiliens UOL et Globo Esporte.

Le sélectionneur brésilien Tite, qui était en place depuis 2016, a quitté son poste après la défaite contre la Croatie en quarts de finale du Mondial au Qatar en décembre.

Ancelotti deviendra le quatrième étranger à prendre les rênes de la Seleçao, le premier en près de 60 ans.



L'Italien avait pourtant déclaré à plusieurs reprises qu'il prendrait sa retraite après ce dernier passage au Real, après près de 30 ans passés sur les bancs de touche.

Mais il s'est finalement laissé séduire par le Brésil, pays où le football est roi, pour reprendre en main une Seleçao qui ne fait plus rêver.

Jusqu'à la prise de fonction de Carlo Ancelotti, Fernando Diniz, 49 ans, se partagera entre la direction technique de Fluminense et la sélection brésilienne.

Diniz sera donc à la tête des Brésiliens pour leur entrée en lice dans les éliminatoires de la zone Amérique du Sud en vue de la Coupe du monde aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada en 2026. L'équipe affrontera la Bolivie et le Pérou en septembre.

"Le meilleur du monde"

Le recrutement d'Ancelotti est une manière de répondre à un défi de taille: les quintuples champions du monde courent après leur sixième étoile depuis plus de 20 ans et leur dernier titre de 2002.

Éliminée en quarts de finale des deux derniers Mondiaux, encore traumatisée par le 7-1 à domicile par l'Allemagne en demies en 2014, la Seleçao cherche à renouer avec sa gloire.

D'autant plus que les voisins et rivaux historiques argentins sont en état de grâce, avec le titre de la Copa América remporté en plein Maracana, à Rio de Janeiro, en 2021, et surtout la

consécration suprême l'an dernier au Qatar.

Pour tenter de retrouver son éclat en vue du Mondial-2026, le Brésil fait donc appel à un technicien au palmarès époustoufflant, le seul à avoir mené des équipes au titre national dans les cinq principaux championnats européens (Italie, Angleterre, France, Allemagne et Espagne).

"Carletto" a également remporté quatre Ligues de Champions en tant qu'entraîneur, deux avec le Milan AC (2003 et 2007) et deux avec le Real (2014 et 2022).

Mais c'est aussi pour son flegme et la proximité avec les joueurs qu'il a été choisi par le Brésil.

"Nous sommes allés le chercher pour son palmarès, mais aussi parce que c'est une bonne personne, (...) ceux qui ont travaillé avec lui disent qu'il est ouvert, cultivé, et qu'il apprécie le football brésilien", a déclaré récemment le président de la CBF à la chaîne beIN Sports.

Reste à savoir s'il sera aussi à l'aise dans ce nouveau rôle de sélectionneur, sans le contact avec les joueurs au quotidien.

Au tout début de sa carrière d'entraîneur, en tant qu'assistant de son mentor Arrigo Sacchi, Ancelotti a eu l'amère expérience de perdre une finale de Coupe du monde aux tirs aux buts avec l'Italie face à la Seleçao en 1994.

En tant que sélectionneur, il sera amené à retravailler avec Vinicius Jr, Rodrygo et Eder Militao, éléments-clé de son dernier passage au Real, où il a raflé six titres.

"C'est le meilleur entraîneur du monde", a dit de lui Vinicius, 22 ans, qui a énormément progressé sous les ordres de l'Italien. Vinicius sera appelé à prendre la tête de la nouvelle génération de joueurs brésiliens, d'autant que plane l'incertitude sur la suite de la carrière internationale de Neymar, 31 ans.

Man United augmente son offre pour André Onana



Déterminé à le signer cet été, Manchester United a fait une nouvelle offre pour l'Inter Milan afin que le club italien lui laisse André Onana qu'il veut comme n°1 dans ses cages.

Les Red Devils ont vu leurs deux premières tentatives rejetées par les Nerazzurri qui n'attendent pas moins de 60 millions d'euros pour lâcher le gardien camerounais qui a connu une excellente saison 2022/23 surtout en Ligue des Champions où l'Inter Milan a atteint la finale avant de s'incliner face à Manchester City (0-1). Mais les officiels italiens pourraient céder pour un moment proche de leur exigence.

Selon Fabrizio Romano, Manchester United a augmenté son offre pour André Onana. Le club d'Old Trafford propose désormais 50 millions d'euros plus 5M€ de bonus afin d'enrôler l'ancien de l'Ajazz Amsterdam qui est très apprécié par Erik ten Hag qui l'a connu au sein du club batave. Même si cette nouvelle offre est légèrement en dessous de ce que demande l'Inter, le journaliste italien indique qu'elle peut finalement aboutir alors que les discussions vont se poursuivre pour un dénouement imminent.